

Ihsanoglu annonce dans son allocution au symposium international sur la ville sainte que la Banque islamique de Développement a accordé 15 millions de dollars pour soutenir le secteur de l'habitat à Al-Qods

Le Secrétaire général de l'Organisation de Coopération Islamique (OCI), le Professeur Ekmeleddin Ihsanoglu a affirmé le samedi 29 janvier 2012 que l'OCI a entrepris plusieurs demandes politiques et diplomatiques en vue de soutenir les institutions dans la ville occupée d'Al-Qods. Dans une allocution prononcée en son nom par l'Ambassadeur Samir Bakr Diab, Secrétaire général adjoint pour les affaires de la Palestine et d'Al-Qods, lors du symposium international sur Al-Qods et les défis qui la menacent, tenu dans la capitale jordanienne, Amman, Ihsanoglu a déclaré que la Banque islamique de Développement a accordé au début de l'année en cours, 15 millions de dollars pour soutenir le secteur de l'habitat à Al-Qods, outre d'autres engagements dédiés au développement des secteurs de la santé et de l'enseignement dans la ville sainte.

Dans son discours au symposium, Ihsanoglu a affirmé que « la franchise implique nécessairement de dire que les efforts déployés pour Al-Qods demeurent modestes et modestes, eu égard aux besoins de la ville pour faire face au projet israélien qui a un caractère méthodique et bénéficie d'un budget colossal accordé par l'Etat d'occupation... », invitant par là même les Etats islamiques, leurs peuples et institutions de financement à apporter tous les moyens possibles pour défendre la ville d'Al-Qods. Il a, à ce propos, lancé un appel aux capitales des Etats membres islamiques liées par des conventions de jumelage avec la ville d'Al-Qods à allouer une partie, si minime soit-elle, de leurs budgets annuels au soutien des projets vitaux dans leurs ville jumelée Al-Qods.

Et Ihsanoglu d'ajouter que l'UNESCO assume une responsabilité particulière à l'égard d'Al-Qods, précisant qu'Israël profite de l'apathie de la communauté internationale vis-à-vis de sa politique pour mettre en œuvre ses plans visant à évacuer la ville sainte de ses habitants à travers les mesures d'expulsion et d'exclusion, l'installation de colonies, l'appropriation de terres et la spoliation des maison des palestiniens.